

N° 5319¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**relatif à la construction d'un nouveau bâtiment
pour la circonscription régionale de la Police Grand-Ducale
à Grevenmacher**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(27.4.2004)

Le projet de loi susmentionné a été transmis pour avis au Conseil d'Etat par une dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, en date du 23 mars 2004.

Le projet, élaboré par la ministre des Travaux publics, était accompagné d'un exposé des motifs comprenant les plans relatifs au programme de construction projeté et une estimation des dépenses y relatives ainsi que la fiche financière prévue à l'article 79 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

L'autorisation légale demandée est exigée en conformité avec l'article 99 de la Constitution.

*

Le projet de loi a pour objet l'implantation d'un centre régional de la Police grand-ducale sur le site de l'ancien „Hôtel Frisch“ à l'entrée de la ville de Grevenmacher aux abords de la route du Vin et de la Moselle. Le bâtiment projeté abritera tous les services de la région Est de la Police du point de vue administratif, directionnel et opérationnel conforme à ses missions générales et spéciales: direction générale, service de recherche et d'enquête criminelle, police technique, police de route, polices spéciales, centre d'intervention principal et le commissariat de proximité Grevenmacher.

La loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police prévoit outre la direction générale et les services centraux, des services régionaux dont entre autres la circonscription régionale Est avec siège à Grevenmacher. Cette direction régionale se trouve actuellement répartie avec ses services sur deux sites qui ne correspondent pas aux besoins d'une police moderne, étant conçus initialement pour servir à des fins d'habitation. S'y rajoute encore actuellement le besoin urgent de nouveaux locaux suite à une augmentation considérable des effectifs de cette direction régionale. Aussi la situation actuelle ne permet-elle pas la centralisation sur un seul site des services de ladite direction, centralisation indispensable à son fonctionnement efficace dans l'intérêt de la sécurité et de l'ordre publics.

Le bâtiment projeté se compose d'un rez-de-chaussée et de trois étages. Le rez-de-chaussée sera principalement réservé à l'aménagement d'un parking et de la verdure pour comprendre en outre les vestiaires des employés, le bloc des cellules d'observation avec bureaux afférents ainsi que les locaux techniques.

Le premier étage comprendra deux blocs, l'un concernant les espaces publics avec l'accueil – le bloc administratif – proprement dit, la salle d'attente, les salles d'audition et de réunion, l'autre étant réservé au seul personnel. Les deuxième et troisième niveaux projetés ont une structure identique à celle du bloc administratif.

Une attention particulière sera consacrée aux énergies dites renouvelables aux fins de réduire les consommations thermiques et électriques et les émissions de CO₂ en rapport avec le fonctionnement et l'exploitation du bâtiment projeté. L'aménagement des alentours aura comme objectif principal de

garder la cuvette naturelle dans laquelle se situe le terrain disponible et de l'intégrer dans le milieu environnant en utilisant au maximum les plantations existant sur place et dans l'entourage immédiat.

Bien que le titre II – *Parti architectural* fasse état d'une „prise en compte des inondations de la Moselle“, le Conseil d'Etat n'a pu se référer à des développements précis concernant ces mesures spécifiques de sorte que l'accessibilité du site ne semble pas assurée convenablement en cas de crues de la Moselle.

*

Quant à la dépense totale occasionnée par les travaux couverts par le présent projet, elle ne peut pas dépasser la somme de 12.300.000.– euros sans préjudice des hausses légales pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux projetés. Il est évident qu'un dépassement de ce montant doit faire l'objet d'une nouvelle autorisation du législateur.

Afin de retenir un prix rattaché à une valeur indiciaire aussi récente que possible, le Conseil d'Etat recommande de remplacer le montant prévu dans le texte sous avis par celui qui correspond à la dernière valeur connue de l'indice semestriel des prix de la construction au moment du vote de la loi. Il peut d'ores et déjà marquer son accord avec la modification du texte de loi à intervenir à cet égard.

La dépense prévue est imputable sur les crédits du Fonds d'investissements publics administratifs.

*

Compte tenu des considérations ci-dessus, le Conseil d'Etat marque son accord avec le projet de loi sous avis dont il y a lieu de modifier l'article 1er de la façon suivante:

„**Art. 1er.**– Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à la construction d'un nouveau bâtiment pour la circonscription régionale Est de la Police grand-ducale sur le site de l'ancien Hôtel Frisch à Grevenmacher.“

De même, il y a lieu de libeller la première phrase de l'article 2 de la façon suivante:

„Les dépenses occasionnées par la présente loi ne peuvent pas dépasser le montant de 12.300.000.– euros.“

Ainsi délibéré en séance plénière, le 27 avril 2004.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES